ASSEMBLÉE NATIONALE

3 février 2017

SÉCURITÉ PUBLIQUE - (N° 4431)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 77

présenté par

M. Goujon, M. Ciotti, M. Olivier Marleix, M. Lamour, M. Huyghe, M. Devedjian,
Mme Louwagie, Mme Dalloz, M. Mariani, Mme Kosciusko-Morizet, M. Lellouche, M. Moreau,
M. Priou, M. Vitel, Mme Schmid, Mme Fort, M. de Rocca Serra, M. Frédéric Lefebvre, M. Viala
et M. Thévenot

ARTICLE 9 BIS

Rédiger ainsi le début de l'alinéa 11 :

« Les matériels visés par le II seront détruits à l'issue du délai prévu au dixième alinéa, sauf si...
(*le reste sans changement*) ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à ne pas informer le détenu qui recourt à un portable clandestin en toute illégalité que ce matériel est surveillé et sera détruit sauf s'il ouvre des suites judiciaires, comme le proposait le 11^{ème} alinéa